

Chavez antisémite ?

Le fond du problème

Une polémique a éclaté en France à propos de propos tenus par le colonel Chavez le 24 décembre 2005, lors d'une discussion publique au cours de laquelle le Bonaparte (1) vénézuélien mettait en cause les «descendants des minorités qui ont "crucifié Jésus-Christ». Selon les journalistes de Libération et du Monde, Chavez visait les Juifs. Selon les partisans de Chavez, le grand ami de Lula et de Fidel Castro visait l'«oligarchie blanche», mais le moins qu'on puisse dire est que leurs explications de texte ne sont pas très claires... Et les partisans du colonel vénézuélien d'y voir une manœuvre de la CIA (2) et de la bourgeoisie vénézuélienne, tandis que les journalistes des deux quotidiens se drapent dans leur dignité de défenseurs de la vérité (? !). Précisons à notre tour quelques «vérités», ou plus modestement quelques convictions élémentaires.

Le Monde et Libération face à la «révolution bolivarienne»

Ces deux quotidiens ne se sont jamais intéressés au sort des ouvriers, des paysans, des chômeurs et de tous les sans réserves du Venezuela. Leur fonction essentielle n'est pas d'informer honnêtement sur les conditions d'exploitation des pauvres, des opprimés et des exploités, mais de rendre compte des luttes entre les différentes fractions des élites bourgeoises, ce que les journalistes appellent «la politique». Il n'y a donc rien à attendre de ces journaux, si l'on veut savoir ce qui se passe dans les usines, les champs, les bidonvilles, dans le monde des ouvriers agricoles et des pauvres de tous les pays. Sinon, de temps en temps, un reportage misérabiliste sur un individu exemplaire, une catégorie sociale temporairement montée en épingle (les enfants, les prostituées, les femmes, les homosexuels, les instituteurs, etc.), ou l'action charitable de telle ou telle ONG ou personnalité locale. Et parfois une nécrologie sympa et hypocrite sur un militant syndicaliste assassiné ou un intellectuel emprisonné. *Le Monde* et *Libération* ne sont pas des journaux «anti-impérialistes». Plus exactement ce sont des publications qui peuvent dénoncer certains aspects de l'impérialisme américain (voire exceptionnellement de l'impérialisme français, mais à condition que cela soit une action très éloignée dans le temps), mais qui seront toujours très prudents vis-à-vis de l'impérialisme français actuel, les cas du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire étant à cet égard exemplaires. Donc nous n'avons rien à attendre de ces journaux-là, sinon des bribes d'informations, extrêmement parcellaires et à manipuler avec le plus grand sens critique. Signalons qu'en plus *Le Monde* et *Libération* participent à une campagne internationale contre Chavez et sa «révolution bolivarienne». Cette campagne tend à dissimuler les réformes importantes menées par le régime ; elle souligne uniquement les aspects autocratiques indéniables de la personnalité de Chavez ; son one-man-show hebdomadaire de 6 heures, *Alo Presidente*, durant lequel il répond aux questions des auditeurs, dénonce ses adversaires, secoue ses ministres, etc. ; le fait que, au mieux, il ne représente que 3 des 11 millions d'électeurs de son pays ; les agressions physiques perpétrées contre de nombreux journalistes qui mènent un travail de désinformation permanent au service des clans les plus réactionnaires de la bourgeoisie vénézuélienne (cf. le rapport de Reporters sans frontières, rapport très hostile à Chavez mais qui permet en même temps de comprendre à quel point la situation est tendue et risque de se tendre encore). En clair, *Le Monde* et *Libération* ont pris fait et cause pour «l'opposition» vénézuélienne coalition hétéroclite où cohabitent partisans des intérêts nord-américains, ex-chavistes de gauche, dirigeants des partis corrompus qui ont mis en coupe réglée le Venezuela avant le choc pétrolier et la dévaluation mortelle de 1983 dont l'économie ne s'est jamais remise, patrons et grands propriétaires enragés, agents stipendiés de la CIA, etc.

Les propos ambigus de Chavez laissent la porte ouverte à toutes les interprétations

En ce qui concerne les propos de Chavez, partisans comme adversaires du colonel vénézuélien interprètent son texte. En dehors de la bonne ou de la mauvaise foi des uns et des autres, ils sont obligés de l'interpréter, tout simplement parce que CHAVEZ N'A PAS ETE CLAIR.

a) En effet, Chavez sait parfaitement que dans toute l'Amérique latine circule (à 12 millions d'exemplaires) une version de la Bible dans laquelle les Juifs sont accusés d'avoir fait assassiner le Christ et que Rome refuse de retirer cette édition de la circulation. Cette propagande antisémite ouverte

de l'Eglise a forcément des effets sur la compréhension de l'événement le plus important pour les catholiques: la mort du prétendu Fils de Dieu. On ne peut croire que la propagande menée par l'Eglise catholique pendant cinq siècles sur le continent latino-américain n'ait laissé aucune trace chez ses fidèles. Il est intéressant qu'aucun des défenseurs de Chavez ne s'interroge sur l'antisémitisme religieux existant en Amérique latine ou, quand ils le font, balayent l'argument en arguant de la prétendue influence bénéfique de la «théologie de la libération» (dont l'influence est d'ailleurs plus faible au Venezuela qu'au Brésil), comme si antisémitisme populaire et vagues sentiments anticapitalistes ne pouvaient pas coexister harmonieusement.

b) Chavez sait parfaitement qu'il existe dans tous les pays catholiques (et l'Amérique latine est une zone géographique où le catholicisme prospère encore et influence encore de nombreuses législations nationales) un antisémitisme religieux séculaire. Au Panama, par exemple sont organisées chaque année des processions où des fidèles incarnant les Juifs prétendument déicides sont hués par la foule. Il serait intéressant de connaître à ce propos le contenu des processions religieuses au Venezuela et en général de tous les cultes populaires para-religieux, comme celui de Maria Leonza. L'antisémitisme en est-il totalement absent ?

c) On notera que, historiquement parlant, les «descendants de ceux qui ont crucifié le Christ» sont les Italiens d'un côté et les «descendants de ceux qui ont chassé Bolivar», les Espagnols. Les chavistes nous expliquent que le président aime les métaphores religieuses, mais il aime aussi les métaphores nationalistes. En effet, qui connaît le Venezuela sait que les Italo-Vénézuéliens sont très puissants dans certaines branches et les Hispano-Vénézuéliens dans d'autres (ceux arrivés après la Guerre d'Espagne).

Sans atteindre le communautarisme nord-américain, on sait que les minorités d'origine européenne, récente ou ancienne, aiment bien cultiver le culte de leurs ancêtres. Un écrivain célèbre avait d'ailleurs fait, dans les années 50, sa thèse de médecine sur les tendances criminogènes des descendants des conquistadors (tendances selon lui héréditaires et qui expliquait le haut niveau de meurtres passionnels au Venezuela). Sa thèse avait fait un tel scandale qu'il avait été obligé d'abandonner la médecine et de devenir romancier pour gagner sa vie.

Et dans ses romans, il a continué à dénoncer le comportement cruel et barbare des conquistadors et de leurs descendants des classes dominantes. Quand il fait allusion aux origines étrangères des exploités, Chavez joue donc sur un ressentiment très perceptible au Venezuela des métis et des Afro-Vénézuéliens contre les «Blancs», les «Européens» qui font partie des classes dominantes et n'ont que mépris pour les «*negritas*» (les femmes noires qui soutenaient le Parti social-démocrate corrompu Action démocratique) et les «*Indios*» (les Indiens, qualificatif péjoratif synonyme de «crétin» ou de «péquenot» dans la bouche des classes dominantes, mais aussi, hélas, des classes populaires).

d) Connaissant donc les interprétations négatives possibles de ses propos, pourquoi Chavez n'a-t-il pas explicitement dénoncé l'Empire romain, si c'est vraiment lui qu'il visait ? Il est significatif que l'Agence bolivarienne d'information reproduise, sans commentaires, les propos des représentants de la «communauté juive» vénézuélienne pour qui Chavez ne visait pas les Juifs dans son discours mais «l'oligarchie blanche qui domine la région depuis l'époque de la colonie». On nage en plein brouillard: quelle continuité historique et sociale existe-t-il entre l'Empire romain, les conquistadors et les oligarques latino-américains actuels ? Entre les sociétés esclavagiste, féodale et capitaliste ? Le seul élément scandaleux est-il la couleur de la peau des exploités ? L'Agencia Bolivariana de Noticias ne nous le dit pas. Mais après tout, ces explications sont au même niveau que les ridicules métaphores de Chavez qui vante le combat des «Jésus socialistes» contre les «Judas capitalistes» !

Un rationalisme et un athéisme à géométrie variable

Rappelons à tous les «marxistes» qui défendent Chavez que la réalité de l'existence historique de Jésus et des miracles associés à son nom n'a jamais pu être prouvée. Jésus, la Vierge Marie, les Rois mages, etc., sont des personnages aussi mythiques qu'Abraham et les prophètes bibliques. Il est amusant de voir les mêmes personnes qui défendent bec et ongles l'interprétation «christique» (*sic*) des propos de Chavez s'en prendre depuis des années au sionisme... pour ses fondements religieux. En effet, pour eux, et ils n'ont pas tort, le sionisme repose en partie sur des mythes religieux (l'Ancien Testament) totalement fantaisistes. Si on suit bien les raisonnements tortueux de ces marxistes qui se prétendent rationalistes, les mythes contenus dans l'Ancien Testament deviendraient des vérités scientifiques dans

le Nouveau Testament uniquement parce qu'ils sous-tendent la «théologie de la libération» ? On ne comprend pas alors pourquoi tous ces «marxistes» soutiennent la liberté de l'avortement et de la contraception, s'ils prennent tant au sérieux les fariboles du christianisme !!! Signalons également à ces rationalistes convaincus que le Coran reprend les mêmes mythes historiques que l'Ancien et le Nouveau Testament. Pourtant on ne les entend jamais dénoncer les mythes religieux fondateurs de l'islam, qui sont les mêmes que ceux du judaïsme et du catholicisme. Par contre, ils se réveillent subitement quand il s'agit des protestants ultra-réactionnaires américains qui soutiennent Bush. Là encore, leur athéisme et leur lucidité refont subitement surface. Où peut-on déceler la moindre rigueur dans tous ces raisonnements confus et contradictoires ?

Chavez, ses opposants et la métaphore des «juifs errants»

Il est regrettable que les chavistes français, prompts à débusquer les falsifications (bien réelles) de *Libération*, ne se soient pas demandé si Chavez n'avait pas déjà tenu des propos ambigus sur les juifs. A notre connaissance, cela a déjà eu lieu à deux reprises.

La première fois ce fut lors d'une vidéoconférence organisée au palais présidentiel de Miraflores le 25 août 2004. Thème de cette vidéoconférence: la remise de 142 appartements neufs à des mal-logés ! Chavez dialogue avec les heureux nouveaux locataires et déclare: «Un jour arrivera où chaque famille vénézuélienne aura son propre logement, comme nous disons son propre toit, et non seulement un toit, mais la terre, le terrain, la propriété. Cette révolution, contrairement à ce que certains continuent à prêcher ici ou là, et qui ressemblent à des juifs errants, certains me ressemblent. Tu te souviens du juif errant, Ramón ? «Ramón Carrizales: (il rit). «Président Chávez: Tu n'as jamais rencontré le juif errant dans les plaines du Guárico ?»

Bien malin celui qui déchiffre le sens de ces propos décousus qu'affectionne le colonel-président qui, comme Fidel Castro, croit que le socialisme est un régime où le président sonde sans cesse le pays et discute à bâtons rompus avec tous les citoyens qu'il peut rencontrer, directement ou par vidéoconférence. Que viennent faire les «juifs errants» dans une discussion avec des pauvres qui reçoivent leur premier HLM ? Mystère et boule de coca. Lors d'une autre téléconférence, le 30 août 2005, le même colonel Chavez a déclaré à propos de ses opposants: «Ne vous laissez pas empoisonner par ces juifs errants. Ne vous laissez pas entraîner là où ils veulent vous entraîner. Certains disent que dans les 40% [d'opposants] tous sont des ennemis de Chavez. Mensonge. Je connais des gens, avec lesquels je parle, avec affection en plus, et je sais qu'ils ont voté pour le oui et nous ne sommes pas ennemis, nous sommes vénézuéliens et ils ont le droit d'exprimer leur opinion». D'ailleurs, l'usage négatif de l'expression «juif errant» est aussi le fait des adversaires de Chavez puisque l'un d'eux (Alvarez Paz dont le site renvoie aux données fournies par l'annuaire mondial de la CIA sur le Venezuela !) a déclaré «Fidel et Chávez se sont transformés en juifs errants, ils essaient d'acheter la neutralité des autres gouvernements et de créer des fonds aux ressources illimitées pour financer la subversion dans les pays qu'ils veulent avoir pour alliés politiques.» (*El Universal*, 3 juillet 2005) Faute de plus d'éléments, on notera simplement que la culture catholique de Chavez, aussi influencée soit-elle par la «théologie de la libération», le pousse à faire une certaine fixation sur les juifs.

A notre avis, il est suffisamment intelligent (ou en tout cas, ses conseillers sont suffisamment avisés) pour savoir que ses propos sur les «descendants de ceux qui ont crucifié le Christ» ou les «juifs errants» ratissent large et ont le grand avantage de jouer éventuellement aussi sur les préjugés antisémites. Il est curieux de voir certaines personnes (par exemple l'excellent site Acrimed) débusquer sans arrêt, et avec raison, les sous-entendus réactionnaires dans les discours d'intellectuels de droite (Finkelkraut, Carrère d'Encausse, Falacci, etc.) ou de politiciens d'extrême droite (Berlusconi, Haider, Le Pen), et ne jamais se demander si ce même type de sous-entendus ne sont pas présents chez des intellectuels «de gauche» ou des politiciens populistes.

Il est affligeant que des «marxistes» qui défendent le socialisme imaginaire de Chavez ne se souviennent pas de l'Affaire Dreyfus et de toute la propagande socialiste ambiguë contre les Rotschild propagée pendant des décennies dans le mouvement ouvrier international et de ses effets délétères sur le maintien d'un antisémitisme populaire. Et les extraits de l'article d'un militant du Parti communiste du Venezuela reproduit quelques paragraphes plus loin montrent que cette forme d'antisémitisme n'est pas morte. En fait, le seul aspect «socialiste» de Chavez, c'est la même désinvolture dans l'exploitation d'un fonds de commerce douteux. Cela ne signifie pas qu'il est antisémite, mais tout simplement qu'il se

moque des implications dangereuses de ses discours, tant qu'il réussit à garder le soutien du peuple, quitte à jouer sur le ressentiment vis-à-vis des Juifs, ressentiment qui n'a pas seulement une base religieuse séculaire, mais une base matérielle, bien concrète y compris au Venezuela.

Antisémitisme et rôle politique de certaines personnalités juives au Venezuela

On sait très bien qu'au Venezuela, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, un certain nombre de Juifs (même s'ils ne constituent qu'une infime minorité statistique, y compris au sein de leur «communauté») occupent des positions de pouvoir dans certains secteurs économiques (grande distribution, banque, commerce, presse, etc.), qu'ils sont des figures de proue de l'opposition et ont participé au putsch contre Chavez ; qu'une descente de police musclée a eu lieu à Caracas dans une école juive pour trouver des armes qui y étaient soi-disant cachées et de prétendues preuves sur l'assassinat d'un procureur, etc. De là à exprimer des sentiments antisémites, il n'y a qu'un pas que l'homme de la rue franchit aisément. Ayant vécu dans des quartiers populaires et travaillé au Venezuela en 1983-84, j'ai entendu les mêmes absurdités antisémites à Caracas qu'à Paris. Et je doute fort que la conjoncture politique actuelle fasse spécialement reculer l'antisémitisme populaire, même si ses manifestations violentes sont pour le moment inexistantes.

Voilà ce qu'affirmait en septembre 2005 un militant du Parti communiste du Venezuela sur le site du Front démocratique de libération de la Palestine (groupuscule palestinien prosyrien). Après avoir expliqué benoîtement que certains dirigeants sionistes avaient pris contact avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale (argument favori des négationnistes, qui situent ces contacts en dehors de leur contexte historique: les tentatives désespérées de sauver par tous les moyens des Juifs de la mort, et non une coresponsabilité quelconque dans le génocide, comme ils le prétendent), notre «antisioniste» écrit: «La majorité de la communauté juive, au Venezuela comme dans tous les pays où il y a de telles communautés, fait partie de l'élite capitaliste, y joue un rôle actif et y exerce une influence économique et politique.

Le coup d'Etat manqué du Venezuela a affaibli l'influence sioniste qui, en plus d'être représentée par l'empire nord-américain, a ses propres représentants qui continuent à influencer les événements politiques quotidiens. Pedro Carmona Estanca, d'origine juive séfarade, président de fait du Venezuela pendant une brève période de 48 heures ; Isaac Peres Recao, trafiquant d'armes israéliennes et nord-américaines qui a participé au coup d'Etat ; Enrique Capriles Radonski, d'origine juive, figure importante de l'opposition. Signalons aussi un autre dirigeant qui supervise ce groupe économique-politique, petit mais influent, le rabbin Pynchas Brener qui a été l'une des personnalités distinguées qui ont rendu visite à Pedro El Breve [«Pierre Le Bref», surnom du président putschiste Pedro Carmona, *NDLR*] au cours de sa fugace occupation du palais [présidentiel] de Miraflores. Federico Alberto Rabel, d'origine juive-sioniste et propriétaire de la chaîne d'information Globovision, fervent opposant du gouvernement révolutionnaire. L'ambassadeur nord-américain au Venezuela Charles Shapiro, etc.».

Ce texte condense tous les mythes antisémites d'un certain antisionisme ou d'un prétendu anti-impérialisme «de gauche» et illustre bien le contexte social dans lequel parle Chavez: des Vénézuéliens juifs et sionistes jouent un rôle important soit dans les médias soit à la tête du CNPF vénézuélien et ont soutenu le dernier putsch contre Chavez, président légitimement élu et réélu, même si c'est avec moins de 3 millions de voix sur 11 millions d'électeurs (mais c'est aussi le cas de Bush ou de Clinton élus avec moins d'un tiers des électeurs de leur pays). La question est donc de savoir si les personnalités mentionnées ci-dessus sont riches, réactionnaires et favorables à la politique impérialiste ou colonialiste des gouvernements américain et israélien parce qu'elles sont d'«origine juive», «d'origine juive séfarade», voire d'origine «juive sioniste» (! ?), ou tout simplement parce qu'elles ont une position sociale et politique privilégiée à défendre. Le flou artistique entretenu sur la réponse (au début l'auteur prétend que la «majorité» des Juifs au Venezuela et dans le monde font partie de l'«élite capitaliste», pour ensuite nous dire qu'il ne s'agit que d'un «petit groupe économique-politique») fait partie du B-A-BA de l'antisémitisme «de gauche» au Venezuela comme aux Etats-Unis (le fameux complot ZORG, entre les Juifs, les sionistes et l'administration fédérale) ou en France (cf. Le Pen, Renaud Camus et leurs fines allusions à l'omniprésence supposée des Juifs dans les médias).

On voit d'ailleurs que l'auteur de cet article se garde bien de mentionner les convictions religieuses (catholiques) de l'immense majorité des patrons et des politiciens réactionnaires vénézuéliens, parce que cela l'obligerait soit à condamner le caractère politiquement réactionnaire de toutes les religions, soit à

quitter le terrain ethnico-religieux fantasmatique pour passer à une analyse sérieuse des oppositions de classe dans son pays. Ce texte que l'on trouve en espagnol sur un site palestinien représente certes l'opinion individuelle d'un militant du Parti «communiste» du Venezuela, parti qui a 5 députés sur 167 au Parlement et appartient au bloc électoral prochaviste. On ne le trouve pas sur le site du PCV, mais on se doute que ce type de raisonnement crapuleux n'est pas fabriqué dans les plaines de la Bekaa à seule destination des Palestiniens qui lisent l'espagnol... En même temps, on notera que le Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères américain) a consacré un rapport long et détaillé à l'antisémitisme dans le monde, pays par pays (mais pas une ligne sur les autres formes de racisme, à croire qu'elles n'existent pas !) et qu'il n'a trouvé que quelques menaces téléphoniques, lettres anonymes ou graffitis sur des synagogues, à se mettre sous la dent, à propos du Venezuela.

La gauche latino-américaine et l'antisémitisme

C'est bien mal connaître le Venezuela et l'Amérique latine que de croire que la question de l'antisémitisme serait aussi centrale pour la gauche et l'extrême gauche dans ce continent qu'elle l'est en Europe. Cela est dû d'abord à une raison historique assez évidente: le génocide des Juifs a eu lieu en Europe et pas en Amérique. De plus, c'est fondamentalement le marxisme stalinien sous ses différentes formes, du stalinisme originel au populisme tiersmondiste des années 60, qui a formé (ou plutôt déformé) l'immense majorité des militants de gauche et d'extrême gauche. Comme l'on sait, ce «marxisme»-là ne s'est jamais vraiment intéressé à l'antisémitisme, quand il ne l'a pas entretenu comme en URSS et dans les démocraties populaires. La gauche et l'extrême gauche latino-américaines se sentent donc beaucoup libres par rapport aux accusations d'antisémitisme, et il est à craindre qu'elles ne comprennent pas bien le procès qui leur est fait en France, à tort ou à raison. Les militants de gauche et d'extrême gauche latino-américains qui soutiennent le Bonaparte Chavez se sentiront sans doute insultés, si on ne leur apporte pas des preuves plus concrètes et consistantes que des interprétations forcément contestables d'un discours ambigu.

Le rôle d'Israël en Amérique du Sud, l'antisionisme et l'antisémitisme

Israël, qui se présente abusivement comme l'Etat de tous les Juifs du monde, a toujours vendu des armes à tous les régimes d'Amérique latine, y compris les plus dictatoriaux dans le passé, et a assuré la formation de militaires latino-américains grâce à des sociétés privées de conseil militaire ou grâce à des spécialistes directement envoyés par l'armée israélienne ou les services secrets. Une telle politique extérieure de l'Etat israélien, qui s'ajoute à l'appui inconditionnel de l'impérialisme américain à l'Etat d'Israël, ne peut que susciter des sentiments extrêmement négatifs contre «le sionisme, agent de l'impérialisme», dans la population vénézuélienne et chez tous les peuples d'Amérique du Sud. Et l'on sait que la limite entre l'antisionisme de gauche et l'antisémitisme est assez facile à franchir quand on ne dispose pas de solides gardes-fous théoriques. On nous permettra de douter de la culture politique de Chavez sur ce plan-là, s'il croit que le Christ a existé et aux fariboles d'un «Jésus socialiste»...

Le rôle historique des «minorités»

Les sous-entendus – ou en tout cas les effets néfastes évidents et prévisibles – du discours de Chavez sont donc peut-être plus subtils qu'on ne le croit. La théorie des «minorités» qui manipulent le destin du monde est une des façons dont un «marxisme» abâtardi et simplifié (falsifié à notre avis) a pu se rendre populaire et l'un des fonds de commerce de l'altermondialisme. (Signalons que le capitalisme ne se réduit pas à l'exploitation d'une majorité par une ou des «minorités». C'est un système d'exploitation économique et social qui repose sur la loi de la valeur, l'existence de la monnaie et du salaire, la division sociale du travail, etc., toutes choses que nos «marxistes anti-impérialistes» actuels ignorent superbement.) Mais cette théorie du complot des «minorités» est aussi ce qui sous-tend l'antisémitisme et toutes les explications irrationnelles du monde (des Templiers jusqu'aux Illuminati, en passant par les francs-maçons, la liste est longue).

A propos des fariboles de la «théologie de la libération»

Les partisans «marxistes» de Chavez nous expliquent que le Bonaparte vénézuélien serait un catholique socialiste. Cette expression est absurde: le catholicisme, comme toutes les religions, est fondamentalement une idéologie qui incite les êtres humains à accepter l'ordre social. C'est sa fonction sociale fondamentale, même si elle en a beaucoup d'autres, plus complexes au niveau individuel (donner un sens à la vie et à la mort, par exemple, ce qui n'est pas un point de détail). De nombreux faussaires

(de Roger Garaudy quand il était l'idéologue officiel du rapprochement entre les staliniens du PCF et les chrétiens avant de devenir négationniste, à Frei Beto, pape de la théologie de la libération, conseiller du président Lula et ami personnel du dictateur Fidel Castro) ont tenté de nous expliquer que l'Évangile avait des accents socialistes. C'est sur cette mystification que s'est bâtie la «théologie de la libération», mais depuis que le marxisme est apparu, il y a toujours eu des individus sincères et des intellectuels malhonnêtes pour nous expliquer qu'en quelque sorte le christianisme serait le précurseur du marxisme, le fondement moral d'une théorie économique et politique «scientifique». A Jésus la Morale, à Marx la Science de l'Économie et de la Société. Et ces faussaires ne se sont d'ailleurs jamais demandé si les quelques écrits de Marx à ce sujet suffisaient à comprendre toutes les subtilités du rôle social de la religion depuis des siècles. Mais de la part de gens qui ont une conception religieuse et acritique du marxisme, rien ne nous étonne...

De plus les «marxistes» qui défendent Chavez font preuve d'un paternalisme incroyable vis-à-vis des Vénézuéliens. Un certain Greg Oaxley écrit ainsi dans La Riposte: «Le Venezuela est un pays où la vaste majorité de la population est catholique, et les couches les plus pauvres et exploitées de la population voient dans le message de Jésus Christ, tel qu'elles le comprennent, un appel à la justice sociale, à l'égalité, à une vie meilleure, sans oppression. A l'inverse, la personnalité de Judas incarne à leurs yeux la perfidie, l'avarice, le mensonge, l'égoïsme, la recherche du profit, en un mot, tout ce qui caractérise la classe capitaliste de nos jours, que ce soit au Venezuela ou en France !» Comme si les Vénézuéliens étaient trop cons pour comprendre la théorie de la plus-value et les mécanismes économiques et sociaux du capitalisme !

Nous conseillons d'urgence à Greg Oaxley la lecture de *Travail salarié et capital* et de *Salaires, prix et profit*. Il découvrira que les raisonnements de Marx étaient beaucoup plus simples et clairs que les explications fumeuses du Nouveau Testament, qui, rappelons-le, n'est pas un traité d'économie politique à l'usage des analphabètes ou des ignorants mais le récit édifiant de la vie du Fils de Dieu ! Où a-t-il vu que Judas serait un «avare» ou un individu qui recherche le «profit» ?

Il conclut enfin par une affirmation absurde: «Jésus Christ lui-même était un Juif. Dès lors, comment le fait de dénoncer la mise à mort d'un Juif peut-il être jugé antisémite ?» L'auteur joue sur les deux sens séparés du mot juif aujourd'hui (un peuple, ou un groupe ethnique, et une religion), dualité qui n'a joué aucun rôle dans l'enseignement religieux chrétien puis catholique. Avant le XVIII^e siècle et la Révolution française, c'était l'appartenance religieuse qui primait de façon absolue sur l'appartenance à un peuple ou un État. D'ailleurs, ce primat de la religion est loin d'avoir disparu puisque de nombreuses constitutions nationales ou notions juridiques se réfèrent encore à des valeurs religieuses (y compris en Europe, comme on a pu le constater l'année dernière à propos de la Constitution européenne). Pour les catholiques, Jésus n'est pas «un juif», comme le croit notre chaviste ignorant, mais le Fils de Dieu qui s'est incarné de façon tout à fait accessoire dans la peau d'un homme donné. L'enseignement catholique n'a jamais mis l'accent sur les «origines juives» de Jésus.

Rome, Chavez et la «théologie de la libération»

L'Église catholique, qui est engagée dans un déclin irrémédiable dans tous les pays capitalistes avancés, a tout intérêt à laisser prospérer la «théologie de la libération» et les interprétations prétendument de «gauche» du catholicisme. Entendons-nous bien: elle y est contrainte, ce n'est pas un projet imaginé en secret par la Curie romaine, mais cela lui permet de survivre, de continuer à amasser de l'influence, de l'argent et du pouvoir dans un monde qui se sécularise de plus en plus. Accessoirement, ce que les marxistes athées qui se laissent séduire par la «théologie de la libération» ne comprennent pas (ou ne veulent pas comprendre) c'est qu'un bon catholique comme Pinochet pourra toujours se racheter, aux yeux de ses coreligionnaires, par une confession privée et une repentance publique... D'ailleurs l'Église n'a-t-elle pas commencé à faire une autocritique partielle sur l'antisémitisme ?

C'est bien mal connaître les réalités de l'appareil financier, économique et politique de l'Église que de croire qu'il est menacé en quoi que ce soit par la «théologie de la libération». La force de l'Église a toujours été de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier: elle s'est parfaitement accommodée d'avoir une fraction de ses partisans chez les nazis, l'autre chez les résistants pendant la Seconde Guerre mondiale. Sans y voir une théorie du complot, reconnaissons qu'une telle attitude lui permet de toujours sortir gagnante des situations les plus épineuses. Au Rwanda, une fraction du côté des génocides, une autre du côté des victimes.

Toutes proportions gardées, car elle a désormais près de deux mille ans d'expérience et une autre signification sociale, l'Eglise applique en cela la même règle que toutes les Mafias du monde lors d'événements politiques importants: un clan à droite, un clan à gauche (cf. l'attitude des gangsters italiens ou français durant la Seconde Guerre mondiale qui se sont divisés entre pro et antifascistes pour mieux se rabibochoer ensuite). C'est ainsi que le nonce apostolique au Venezuela, Giacinto Berlocco, a affirmé le 23 octobre 2005 que la position du cardinal Rosalio Castillo Lara, qui a exhorté l'opposition à ignorer le gouvernement de Hugo Chavez et à pratiquer la désobéissance, ne représente pas la position officielle de l'Eglise catholique, selon l'Agence Bolivarienne d'Information (ABN). Pour le représentant du Vatican, les réunions du prélat avec des secteurs d'opposition et leurs déclarations en matière de politique «n'obéissent pas à des instructions reçues de l'Eglise catholique, mais se limitent à une position personnelle», a indiqué l'ABN. Berlocco a souligné en outre que «l'Eglise catholique n'est alignée sur aucun parti politique et que sa principale mission est de s'occuper des besoins des gens». Ben voyons !

Quant au pape Benoît XVI, le 25 août 2005, il a remercié Chavez «de l'importance que le gouvernement [vénézuélien] a accordée au deuil lors de la disparition de mon vénéré prédécesseur, le pape Jean-Paul II, ainsi que des délégations envoyées en cette circonstance et également à l'occasion du début solennel de mon pontificat». Comme on le voit, le «socialiste» Chavez et sa «théologie de la libération» font terriblement peur au chef de l'Eglise catholique qui souhaite «établir diverses formes de collaboration féconde entre l'Etat et l'Eglise» et désire «de tout cœur que s'aplanissent les difficultés actuelles dans les relations Eglise-Etat et que l'on revienne à une collaboration féconde, en continuité avec la noble tradition vénézuélienne» !

Tout critique de la politique de Chavez est-il un agent de la CIA ?

Les partisans de Chavez reconnaissent qu'un négationniste et antisémite notoire a été membre de l'équipe Chavez, mais minimisent la portée de cet événement puisque cela n'a duré que quelques mois, selon certains, un an selon d'autres (3). On voit donc que pour eux le plus important ce n'est pas de reconnaître un fait précis (dont ils s'étaient bien gardés de parler avant que Libération et *Le Monde* ne lèvent le lièvre) ni de reconnaître l'ambiguïté possible des propos de Chavez, mais de le défendre à tout prix en bottant en touche. Leur façon de botter en touche est assez classique: il y a un complot de la CIA et de la bourgeoisie vénézuélienne pour renverser Chavez (ce qui est indéniable) et accessoirement pour déconsidérer un Forum social qui se tient à Caracas en janvier. **DONC AUCUNE CRITIQUE DE CHAVEZ N'EST POSSIBLE ET TOUTE CRITIQUE DE CHAVEZ EST DISQUALIFIEE COMME PRO-IMPERIALISTE.**

C'est la même démarche qui a conduit les manifestants antiguerre de toutes les organisations d'extrême gauche et libertaires à Paris, en 2003, à passer devant une cinquantaine d'individus qui brandissaient des portraits de Saddam Hussein sans broncher ni expulser ces agents stipendiés de l'appareil policier irakien. Il y a l'ennemi principal (l'impérialisme américain) et tout le reste est secondaire, pour ces «anti-impérialistes» de pacotille. C'est la même démarche qui conduit l'extrême gauche internationale à être très discrète sur le régime policier cubain, sous prétexte que le Caudillo des Caraïbes dénonce régulièrement Bush et l'impérialisme américain. C'est la même démarche qui a conduit les partis «communistes» de tous les pays à nier l'existence des procès truqués organisés à Moscou en 1936, des déportations et des déplacements autoritaires de populations, des camps de concentration en Union soviétique et d'une exploitation effrénée dans les usines et campagnes de l'URSS, tout cela au nom du même «socialisme» inexistant dont se réclame Chavez.

On voit donc que derrière la dénonciation des tripatouillages de Libération et du Monde se déploie une manœuvre finalement assez classique utilisée par tous les staliniens jusqu'en 1991: puisque les adversaires de l'URSS mentent sur certains points, ils mentent par conséquent sur tous, et donc l'URSS est bien un paradis socialiste, comme ses dirigeants le prétendent. Traduit en langage chaviste, cela donne: puisque les médias ont déformé les propos de Chavez, ils mentent systématiquement à propos du Venezuela, donc Chavez dit toujours la vérité, donc il faut soutenir le régime sans jamais le critiquer.

Il n'existe pas 36 définitions du socialisme

Face à cette piètre façon d'envisager la vérité historique et à des conceptions du «socialisme» aussi floues, celle de Chavez comme celle de ses partisans intéressés, ignorants ou naïfs, il n'y a qu'une chose à faire: se demander si les usines, les entreprises commerciales et de services, les grandes propriétés

foncières ont été expropriées au Venezuela, si ce sont les ouvriers et les paysans qui gèrent la production et l'économie ; si le salariat, l'argent et la division du travail ont été abolis ; si la police et l'armée ont été dissoutes et remplacées par des milices ouvrières et paysannes. Ou au moins si ces mesures figurent au programme du MVR, Mouvement pour la Cinquième République, le parti de Chavez. Dans la mesure où Chavez respecte la propriété privée, la justice, l'armée, la police, le salariat, la division du travail et toutes les institutions bourgeoises, son «socialisme» n'est qu'une mystification tout comme celle, dans un contexte social différent bien sûr, du «socialisme» des Hollande, Fabius, Lang, Dominique Strauss-Kahn et autres Mitterrand. Un socialisme qui prône des «inégalités tolérables» et «socialement acceptables», comme le dit cyniquement un sociologue de «gauche» à propos de l'égalité des chances dans l'Ecole française... Un socialisme qui soulève l'enthousiasme de la majorité du peuple vénézuélien, tout comme, le 10 mai 1981, il souleva l'enthousiasme de beaucoup de prolétaires naïfs et de petits-bourgeois carriéristes en France. «Ni Dieu, ni César, ni tribun. Travailleurs sauvons-nous nous-mêmes», proclame une chanson du XIXe siècle que l'on n'entend plus guère dans les manifestations. Ces paroles de L'Internationale s'appliquent parfaitement au «césar» vénézuélien qui croit en «Dieu» et a des talents de «tribun».

Y.C., 20/01/2006

P.S.: Un dernier point. Les défenseurs de Chavez nous expliquent que le Venezuela serait un pays où le racisme serait extrêmement minoritaire. Quand on connaît le statut social des Noirs et des Indiens au Venezuela, une telle affirmation ne peut que prêter à rire, ou plutôt à pleurer. Quand on sait que le métissage est régi par toute une hiérarchie tacite, les plus «clairs» étant situés au sommet de l'échelle sociale et de l'échelle d'estime générale (par exemple, dans les stratégies matrimoniales), on ne peut qu'être confondu par une telle naïveté. Quand on connaît la multiplicité des termes qui servent à désigner les degrés de métissage et le fait que la théorie des races est toujours enseignée au Venezuela, on ne peut que s'étonner d'une telle «désinformation». Rappelons qu'il a fallu qu'au Brésil Gilberto Gil, musicien afro-brésilien, devienne ministre de la Culture pour qu'enfin on commence à admettre, du bout des lèvres, que ce pays n'était pas le «paradis multiracial» que tous les voyageurs, touristes, ethnologues et journalistes nous décrivaient depuis des décennies...

Donc le coup du Venezuela «paradis multiracial», on nous l'a déjà fait et nous n'y croyons pas une seconde. Paradoxalement, il est curieux que cet argument soit employé par les partisans de Chavez car une partie de la haine que suscite, dans la bourgeoisie, leur colonel adoré, et de l'enthousiasme populaire qu'il entretient savamment, s'explique justement par le fait que Chavez ne soit pas un «Blanc» appartenant à l'élite politique traditionnelle corrompue des Adecos et des Copeyanos (sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens) qui ont pillé les ressources du pays pendant des décennies.

Notes

1. «Bonaparte» parce qu'il s'appuie à la fois sur la droite et sur la gauche, sur le peuple et sur une fraction (de plus en plus réduite) de la bourgeoisie, et qu'il voudra jusqu'au bout servir les intérêts de toutes les classes, utopie impossible en système capitaliste.

2. Sur les manœuvres des gouvernements américains, nous ne pouvons que recommander la lecture du livre-reportage de Tom Clancy, romancier et essayiste raciste et réactionnaire, sur Les forces spéciales. Cet ouvrage décrit par le menu comment l'armée américaine (sous les gouvernements démocrates et républicains la politique est la même) choisit dans chaque pays (notamment en Amérique latine, mais aussi sur d'autres continents) des unités spécifiques auxquelles elle enseigne «la démocratie»: en clair, comment traiter par la force des mouvements sociaux, comment lutter contre des guérillas, etc., en limitant si possible les «bavures». Et le livre cite même, photos et noms à l'appui, ceux qui sont chargés d'une telle tâche dans le Venezuela de Chavez. Preuve, s'il en était besoin, que les manœuvres de l'impérialisme américain sont tellement évidentes qu'un écrivain américain bien informé, et surtout bien introduit dans les milieux militaires, peut en donner publiquement tous les détails, des années avant qu'elles ne soient mises à exécution.

3. Quelques faits marquants à propos de Norberto Rafael Ceresole, tirés d'une notice nécrologique louangeuse trouvée sur le Net. «Né en 1943, il a écrit une trentaine de livres sur la stratégie, la géopolitique et la sociologie militaire. Il a influencé de nombreux officiers des forces armées en

Argentine et dans d'autres pays d'Amérique du Sud. Entre 1969 et 1971 il conseilla le général Juan Velasco Alvarado, au Pérou. Et rencontra par la suite Juan Domingo Perón, Salvador Allende, et l'ex-chef des services de renseignements cubains, le commandant Piñeiro. Membre de l'Académie des sciences de l'URSS et professeur à l'École supérieure de guerre de l'URSS. En 1984, en collaboration avec le ministère de la Défense espagnol (DRISDE) il édite en 5 volumes une étude préliminaire pour le développement d'un projet de coopération industriel entre l'Espagne et l'Argentine dans le domaine de la défense. Parmi ses livres: *Terrorisme fondamentaliste juif, nouveaux scénarios de conflit* (Libertarias, Madrid, 1996) ; *Le national-judaïsme un messianisme post-sioniste* avec un prologue de Roger Garaudy (Libertarias, Madrid, 1997). Ses ouvrages ont été traduits en arabe et en perse et diffusés dans tout le Proche et le Moyen-Orient. Il a milité dans la fraction ERP-22 des Montoneros, s'est exilé puis est devenu le conseiller du groupe d'officiers argentins dirigés par Aldo Rico. A été arrêté le 15 juin 1995 par la DISIP vénézuélienne (Dirección General Sectorial de los Servicios de Inteligencia y Prevención), à l'époque fortement influencée par le Mossad israélien. Ami de Robert Faurisson, Ernst Nolte et d'autres historiens révisionnistes connus.»

Si l'on en croit donc ces données biographiques fournies par ses amis fascistes du Mouvement social républicain espagnol, il s'agissait d'un rouge-brun typique, antisémite et négationniste convaincu. Il a écrit cinq livres pour «démontrer» que les attentats commis contre les Juifs en Argentine avaient été en fait organisés par le Mossad israélien !!! S'il prétend ne s'être «intéressé» aux Juifs qu'après ces attentats qui ont eu lieu en 1992, sa haine antijuive est en tout cas absolument démentielle et on peut douter qu'elle soit devenue obsessionnelle à ce moment-là seulement. On se demande comment un individu au passé aussi chargé a pu facilement entrer dans l'entourage de Chavez (il a été expulsé du Venezuela en 1995 mais a pu y revenir en 1999, après l'élection de son colonel adoré) sans susciter l'hostilité immédiate de nos prétendus «révolutionnaires bolivariens».